



# Union Départementale des Syndicats CGT de l'Aisne

Saint-Quentin, le 21 mars 2024

03 23 62 31 17  
06 16 36 17 45  
[ud2@cgt.fr](mailto:ud2@cgt.fr)  
CCP LILLE 323 94 F

**Communiqué de soutien**  
**A notre camarade Jean-Paul Delescaut,**  
**Secrétaire-général de l'UD-CGT 59**

L'Union Départementale CGT de l'Aisne souhaite affirmer son soutien au camarade Jean-Paul Delescaut, secrétaire-général de l'Union Départementale du Nord, attaqué par le gouvernement et la justice bourgeoise. Jean-Paul est une double cible.

D'abord, comme des centaines d'autres militants de la CGT, il est incriminé en tant que dirigeant de notre organisation, celle qui a mené avec le plus de détermination le combat contre la casse des retraites, en 2023 comme en 2019 et 2020, et encore avant. Le grand capital et ses fondés de pouvoir, exécutif comme judiciaire, ne pardonnent pas à ceux qui incarnent la résistance. Ils veulent faire des exemples, multiplier les pressions. Que ce soit par les menaces contre le droit de grève ou par la répression contre les militants de la grève, leur but est de dissuader les militants de la CGT de recommencer.

Mais, l'exécutif fascisant dirigé par Macron a une autre raison de s'en prendre à Jean-Paul. L'UD-CGT du Nord a osé briser l'interdit que le gouvernement et les véhicules de l'idéologie dominante (autrement dit les media) ont établi depuis des mois : celui de défendre la cause du peuple palestinien, victime depuis 75 ans d'une colonisation de substitution de la part de l'État autoproclamé d'Israël.

Le préfet du Nord de l'époque désormais directeur de cabinet de madame Vautrin, ministre du travail, de la santé et des Solidarités, et connu pour utiliser le mépris et la répression contre les travailleurs en lutte, a envoyé ses gendarmes saisir Jean-Paul chez lui, ainsi que la secrétaire administrative de l'UD, pour les traîner en garde-à-vue le 20 octobre dernier. Le prétexte, c'est cette phrase d'un tract de l'Union Départementale CGT : « *Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées.* ». Cette simple description de la situation réelle a motivé une mise en examen pour « apologie du terrorisme ». Pourtant, dès le 7 octobre, le quotidien israélien "*Haaretz*" indiquait que le seul responsable de ce qui venait de se passer était Netanyahu.

L'UD CGT de l'Aisne assure de toute notre solidarité et de notre sympathie Jean-Paul et les camarades de l'UD CGT du Nord. L'ampleur de l'attaque dont ils ont été l'objet montre qu'ils ont touché juste, qu'ils gênent les capitalistes et leurs exécutants du gouvernement et des *media*, contrairement à tous ces prétendus apôtres de la paix qui mettent sur le même plan l'État colonialiste et le peuple colonisé.

Ce qui est interdit, en réalité, c'est de contextualiser, de dire ce qui s'est passé avant le 7 octobre 2023. Mais personne ne nous empêchera de dire que l'État d'Israël, qui, en 1947 et 1948, a expulsé 800.000 Palestiniens de l'endroit où ils vivaient, a détruit leurs maisons et spolié leurs terres, qui, depuis 1967, occupe, contre toutes les résolutions de l'ONU, toute la Palestine, qui a sabordé les accords d'Oslo, multiplié la répression et la colonisation, a construit peu à peu une situation d'apartheid, est le seul et unique responsable de ce qui s'est passé et de ce qui se passe.

Ce qui est interdit, par Macron, BFM et tutti quanti, c'est de prononcer certains mots : apartheid, colonisation ou même occupation. Nos journaux bien sous tous rapports mettent systématiquement ces mots entre guillemets, les prononcer ou les écrire, c'est entrer en résistance contre les discours de l'idéologie dominante et risquer la répression. En vérité, c'est ce qui est reproché à Jean-Paul.

Depuis le 20 octobre, la situation à Gaza a évolué. Les Palestiniens y subissent désormais un génocide. L'État sioniste « *ce prolongement organique de l'impérialisme occidental* », comme le dit Georges Ibrahim Abdallah, est assuré par ses protecteurs, au premier chef l'impérialisme dominant, de l'impunité, car sa mission, depuis le début, est de veiller, pour le compte des Occidentaux, à la division du monde arabe et au contrôle du pétrole, sans oublier le gaz découvert au large de Gaza.

Seul le rapport de force nous permettra de vaincre la machine politico-judiciaire qui s'acharne contre Jean-Paul, la CGT et les défenseurs du peuple palestinien. Alors, nous vous appelons à être le plus nombreux possible ce 28 mars à Lille pour soutenir notre camarade lors de sa comparution au tribunal.